

30/06
02/05
L'enquête sur un trafic
de matériel militaire

La France demande le rappel de trois membres de l'ambassade sud-africaine

Le gouvernement français a décidé, le vendredi 28 avril, d'expulser trois membres du personnel de l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris. Le ministère des affaires étrangères a annoncé que ces trois personnes, qui n'ont pas été identifiées, « *devront avoir quitté le territoire avant le 2 mai* ».

L'ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris, M. Hendrik Geldenhuys, a été « *convoqué* » vendredi au Quai d'Orsay, où le directeur des affaires africaines et malgaches, M. Michel Levêque, lui a signifié que « *le gouvernement français a demandé le rappel de trois membres du personnel de l'ambassade en raison d'activités contraires à leur statut* ».

Le Quai d'Orsay n'a pas indiqué les motifs de cette décision. Mais on précise, de bonne source, qu'elle est liée à la découverte, le 21 avril, à Paris, d'un trafic de matériel militaire. Trois ressortissants britanniques d'Irlande du Nord et un Américain avaient été arrêtés dans un hôtel parisien alors qu'ils livraient à un fonctionnaire de l'ambassade sud-africaine des pièces du missile britannique sol-air Blowpipe.

Le fonctionnaire sud-africain, M. Daniel Storm, membre du personnel administratif et technique de l'ambassade, avait été relâché, car il bénéficiait de l'immunité diplomatique. M. Storm est l'un des membres de l'ambassade visés par la mesure d'expulsion. On avait indiqué, de source informée au début de la semaine, que ce dernier avait quitté la France dès lundi dernier.

L'affaire des pièces du missile Blowpipe avait provoqué de vifs remous politiques et diplomatiques en Grande-Bretagne du fait, notamment, de la crainte que la transaction ait impliqué, en échange, la livraison d'armes aux activistes protestants en Irlande du Nord.

Selon le correspondant à Paris du quotidien britannique *The Independent*, le secrétaire britannique à l'Irlande du Nord, M. Tom King, venu au cours de la semaine s'entretenir de cette affaire dans la capitale française avec M. Joxe, ministre de l'intérieur.